

## Droits sociaux : quand l'Etat vole les plus démunis

Nous vivons dans une société bien hypocrite ! Tout le monde sait que cette société fabrique des riches et des pauvres, que des gens sont « exclus » de l'emploi, ou du logement. Tous les dirigeants prétendent lutter contre ces exclusions, pondent programme sur programme pour cela. Tous reconnaissent que ces situations ne sont pas normales.

De nombreuses aides sociales ont été créées : allocations chômage, revenu de solidarité active, allocations logement, tarifs sociaux pour le gaz, l'électricité. Mais quand on entend un certain nombre de dirigeants politiques, on sent que leur système utilise ces aides comme un moyen de culpabiliser ceux qui y ont recours. Que de discours pour dire et répéter, nous enfoncer dans le crâne, que les gens demandent trop à l'Etat, qu'ils doivent se responsabiliser, etc. On frise parfois une véritable haine contre les pauvres, comme lorsqu'on nous dit haut et fort qu'il y a trop de fraudeurs. Un rapport parlementaire a chiffré la fraude sociale à 4 milliards d'euros.

Eh bien, nous savons, nous, et ce n'est pas crié sur les toits, que pour un euro de fraude, il y a trois euros qui auraient dû être versés par l'Etat à des gens dans le besoin, et qui ne le sont pas. Oui, l'Etat, cet Etat qui nous fait la morale, se comporte en tricheur, en voleur. Et en voleur de pauvres.

Le RSA (revenu de solidarité active, 483 euros en 2013 pour une personne seule, 725 pour deux personnes) a été créé pour assurer « le droit fondamental de tous les citoyens à disposer de ressources suffisantes pour vivre conformément à la dignité humaine ». L'Etat reconnaît ainsi que des salariés, malgré leurs efforts pour trouver un travail, et pour le conserver, ne peuvent quand même pas vivre correctement, du fait des temps partiels obligatoires, des salaires trop maigres. En 2013, un million et 600 000 personnes ont droit au RSA. Eh bien, seuls 500 000 le touchent.

Volontairement ou pas, le système écarte les autres. Soit les gens ne savent pas qu'ils y ont droit, ou alors ce sont les agents de l'administra-

tion qui ne savent pas exactement. Ou bien les dossiers à remplir sont compliqués, renvoyés, sans motif, sur un ton méprisant, prennent un temps fou, finissent par décourager. Et puis, pour certains, un bon tiers, on sait qu'on y a droit, mais on n'a pas envie d'être catalogué comme pauvre. On trouve plus digne de ne pas recevoir une somme qui ressemble à une aumône, puisqu'il faut demander, se faire prier, insister, subir des contrôles... et les discours.

Ce qui est vrai du RSA est vrai des autres aides sociales. Au total, c'est autour de 7 milliards d'euros par an que l'Etat ne verse pas, aux plus démunis. Des chômeurs qui n'ont plus du tout d'indemnité chômage et ne touchent pas le RSA, ils sont 620 000. Le droit au logement opposable : 650 000 au moins y ont droit, et 370 000 ne le font pas. La couverture maladie universelle (CMU), ils sont 6 millions à y avoir droit : 1 million 400 000 ne la demandent pas.

Des milliers de personnes disent donc à l'Etat : *Va te faire voir ! toi, tes leçons de morale hypocrite, tes aumônes, ton administration inhumaine. Tu te présentes comme un Zorro qui vient réparer des injustices, mais en réalité tu ne fais que soutenir un système injuste. Je préfère me débrouiller sans tout ton bazar. J'ai ma dignité.*

C'est peut-être ces gens-là qui nous disent ce que devrait être une société digne de ce nom. Une société où personne n'aura à subir la charité de quoi que ce soit. Où un travail pour tous, un logement pour tous, ne seront plus des mots mais des obligations, la base d'une société humaine. Cette société, il faudra l'imposer. Et il faudra le faire y compris contre l'Etat. Car s'il semble parfois réparer une injustice ici ou là, au fond, il est d'abord là pour préserver tout le système.

3/3/2013

L'Ouvrier n° 246

ON PEUT PHOTOCOPIER, FAIRE CONNAITRE, DIFFUSER L'OUVRIER  
(boîtes à lettres, marchés, affichages dans les cités)

Pour recevoir d'autres numéros, nous aider, nous écrire :  
L'OUVRIER BP 64 - 94202 IVRY/SEINE CEDEX

Notre site internet : [louvrier.org](http://louvrier.org)